

Effets de la recherche

Grâce à cette recherche, des données sur la dimension humaine de la sécurité en Côte d'Ivoire sont désormais disponibles. Les changements de paradigme, qui prônent un glissement vers une sécurité humaine pour rompre avec une vision militariste sont confirmés. Les populations enquêtées ont manifesté un grand intérêt, pour mieux appréhender la notion de sécurité et ses enjeux. Pour elles, la formation et l'information sur le sujet sont des gages de la réussite de l'inclusion.

« Nous travaillons avec les forces de sécurité. Dès qu'il y a un problème, on se rapproche d'elles et on va les rencontrer. On discute avec elles. » *Mme Porquet Salimata, présidente du Réseau Paix et Sécurité des Femmes dans l'Espace CEDEAO (REPSFECO)*

Les enquêtes de terrain ont été l'occasion pour nombre de parties prenantes de crier leurs souffrances quotidiennes. En acceptant de se prêter aux enquêtes dans un contexte post-crise, les populations témoignent ainsi, de leur volonté de taire les rancoeurs du passé pour penser à l'avenir.

« Votre présence est la bienvenue, car elle nous donne l'occasion d'exprimer nos besoins. Je souhaite demander à l'Etat ivoirien de penser aux handicapés, car nous avons parmi nous, des frères étudiants qui ont la chance d'avoir été à l'école et qui aujourd'hui n'ont pas de travail. » *M. Kouassi K. Daniel, président des handicapés physiques de Yamoussoukro.*

Pour en savoir plus :

Chef du Projet : Dr Adjaratou Wakha AIDARA NDIAYE, awakha@partnerswestafrica.org

Coordinateur Principal : Pr Massaer DIALLO

Sites web de référence : www.partnerswestafrica.org - www.crdi.ca/villes

Contributeurs : M. Chikouna CISSÉ - Mme Patricia KOUYATÉ

Ce document a été élaboré dans le cadre du programme de recherche " **Promotion d'une approche inclusive de la sécurité en Afrique de l'Ouest** ", financé par le **CRDI**.

Adresse : Liberté 6 Extension
Lot 139 - BP : 25 887
Cité des Jeunes Cadres Lébus
Tél : + (221) 33 867 70 98
Fax : + (221) 33 867 70 97



S'agissant des FDS, cette recherche a laissé entrevoir un changement de comportement qui s'exprime par une plus grande ouverture aux démarches de type scientifique.

Cette recherche a par ailleurs permis aux enquêteurs et chercheurs d'étoffer leurs connaissances sur le thème de la sécurité et d'affiner leurs capacités de recherche en situation politique et sociale sensible.

Recherches approfondies et partenariats nécessaires

Les enquêtes de terrain ont prouvé que le rapport aux FDS reste tributaire des clivages ethniques, tribaux et régionalistes. Or, la nécessité d'avoir une armée républicaine étant la condition impérative de l'inclusion, les recherches sur les racines historiques de la crise des identités en Côte d'Ivoire, en rapport avec la perception de la citoyenneté ivoirienne, sont à approfondir.

Elles devront déboucher sur des propositions concrètes allant dans le sens de la consolidation de l'unité nationale, trop souvent noyée dans l'affirmation des identités primaires (religion, ethnie, tribu, etc.). Un partenariat pourra être noué avec le programme national de cohésion sociale (PNCS) et la CONARIV, pour réfléchir aux voies et moyens de la mise en route d'une telle recherche.



Promotion d'une approche inclusive de la sécurité en Afrique de l'Ouest



Messages-clés

■ La volonté de s'engager dans la gestion participative de la sécurité est largement partagée aussi bien par les populations enquêtées que par les pouvoirs publics, au travers de la réforme du secteur de la sécurité.

■ Pour les populations, le chômage élevé en Côte d'Ivoire est l'un des principaux facteurs de la montée de l'insécurité depuis plusieurs années.

■ Les clivages politiques et ethniques au sein des Forces de Défense et de Sécurité tendent à éloigner de l'idéal d'une armée républicaine.

■ Les ministères en charge de la cohésion sociale, de la jeunesse, de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur doivent mettre en place, des programmes d'éducation à la citoyenneté et au civisme, afin de former les prochaines élites militaires et civiles à l'idéal républicain.

■ Les racines historiques de la crise des identités en Côte d'Ivoire, en rapport avec la perception de la citoyenneté ivoirienne, sont à analyser de manière approfondie.

Perception de la sécurité inclusive en période post-crise en Côte d'Ivoire

Quel est le problème ?

La défiance des populations vis-à-vis des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) en Côte d'Ivoire s'explique par les conflits politiques sanglants auxquels le pays a fait face entre 1999 et 2011.

Coups d'Etat, transition militaire chaotique et rébellions armées ont sapé les fondements de la nation ivoirienne, jusqu'alors citée en exemple en Afrique de l'Ouest. Cette méfiance entre FDS et populations civiles s'est encore accrue, à la faveur de la crise post-électorale de 2010-2011.

Si dans les pays développés le lien entre armée et nation est un lieu commun, généralement en Afrique, il reste à créer et à consolider pour parvenir à des armées véritablement républicaines.

Comment retisser ce lien entre armée et nation pour parvenir à une sécurité inclusive en Côte d'Ivoire? C'est le problème que tente d'élucider cette recherche sur la promotion d'une sécurité inclusive en Afrique de l'Ouest.

Qu'avons-nous appris ?

Les populations sont disposées à collaborer avec les FDS, malgré une grande défiance et méfiance vis-à-vis de ces dernières. 87% des enquêtés considèrent, que la coopération avec les FDS permettrait de prévenir l'insécurité de façon inclusive.

La défiance et la méfiance des populations à l'endroit des FDS sont dues à leur implication, dans les crises politiques et à la corruption endémique des agents. Les populations qualifient les agents de véritables racketteurs.

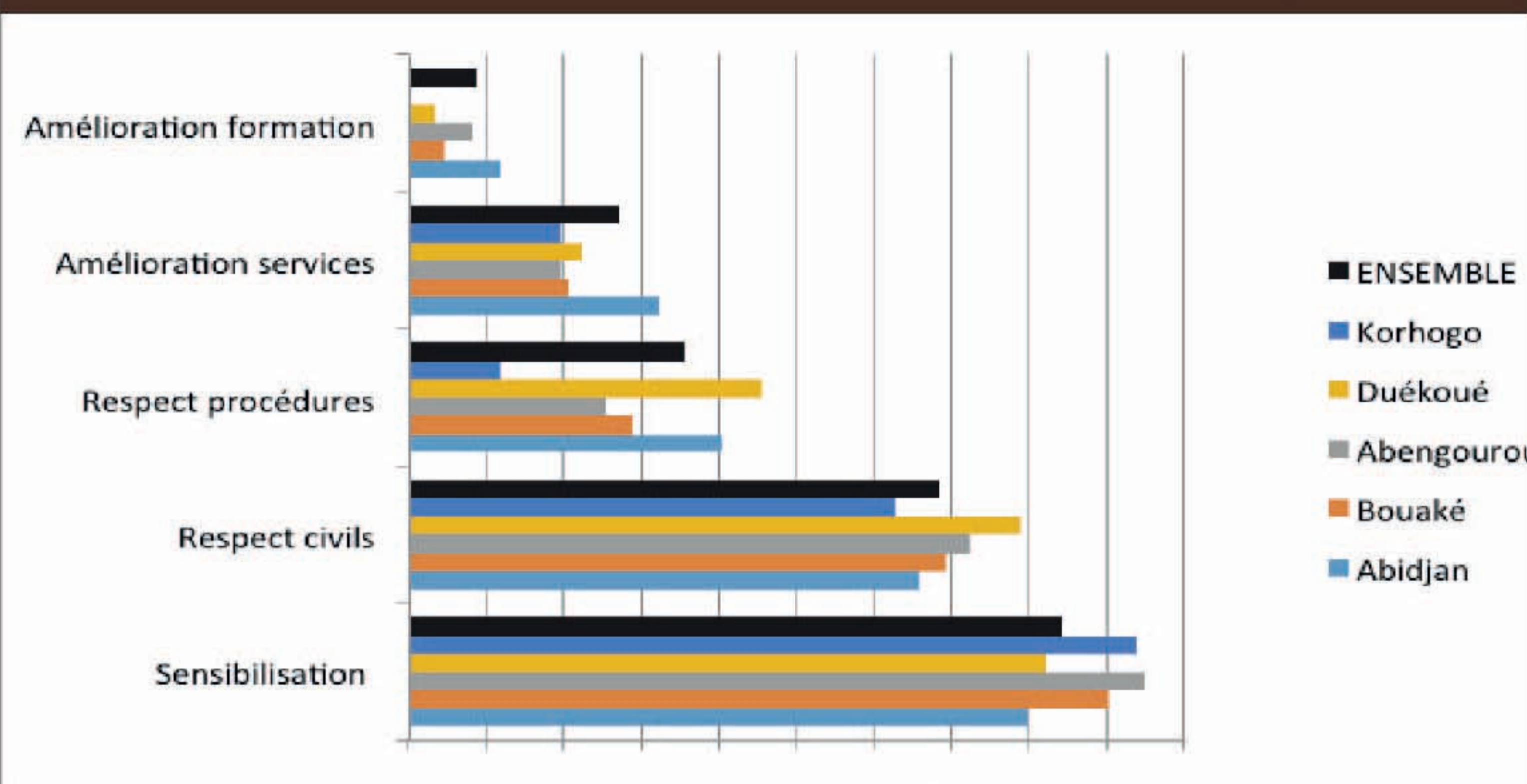
Les populations ont établi un lien entre la gestion inclusive de la sécurité et le chômage. Pour 72% des enquêtés, le chômage des jeunes est un facteur économique entravant la sécurité inclusive. Très souvent, les populations interrogées jugent la sécurité bonne ou mauvaise, selon leur appartenance ethnique et politique. Ces considérations brouillent la compréhension des enjeux liés à l'implication des populations, dans la gestion participative de la sécurité et restent un danger pour la cohésion sociale.

Comment avons - nous procédé ?

La recherche a combiné données théoriques et pratiques. Une revue de littérature pour en situer la pertinence, a permis d'établir que les études antérieures ont plus mis l'accent sur le rôle des FDS dans la crise ivoirienne et leur faiblesse technique structurelle. De l'avis de certains analystes, cette faiblesse technique explique la propension des FDS à la violence sur les populations civiles.

Aucune de ces études n'a abordé la question sécuritaire sous un angle moins technique. Les données de terrain ont été recueillies par enquêtes (786 questionnaires), interviews (16 personnes) et focus group (8). Officiers de police, gendarmes retraités, chefs coutumiers, fonctionnaires de la justice, fonctionnaires de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), très au fait des questions de sécurité, ont apporté des éclairages pertinents.

Comment créer un climat de confiance entre civils et FDS ? (%)



Quelles sont les implications sur les politiques publiques et les pratiques ?

Le conseil national de sécurité (CNS) devrait s'assurer que la réforme du secteur de la sécurité relative à l'inclusion sécuritaire est mise en œuvre par les ministères de la défense et de la sécurité intérieure, sur toute l'étendue du territoire.

Le ministère de la sécurité et de l'intérieur doit étendre la mise en place des comités consultatifs et éthiques dans tous les commissariats du pays, afin de rendre efficace le dialogue entre les FDS et les populations.

Le ministère de la cohésion sociale doit développer dans les villes et campagnes, des programmes d'éducation au *commun vouloir vivre ensemble* qui doivent s'appuyer par exemple, sur les alliances historiques entre les peuples de la Côte d'Ivoire. En effet, 11,9% des enquêtés ont évoqué le cousinage à plaisanterie, en réponse à la question de savoir quelles sont les conditions et les facteurs sociaux qui peuvent faciliter l'adoption d'une approche inclusive de la sécurité.

Le processus d'indemnisation actuel conduit par la Commission Nationale pour la Réconciliation et l'Indemnisation des Victimes des crises survenues en Côte d'Ivoire (CONARIV), doit s'accompagner de l'instauration d'une justice transitionnelle, afin de sceller un nouveau contrat social et républicain entre les populations ivoiriennes.

Dans les villes et communes du pays, les conseils régionaux, les préfectures et les mairies doivent travailler en synergie, pour d'une part, prendre des initiatives concrètes pour réduire la fracture sociale en Côte d'Ivoire et, d'autre part, veiller à une gestion participative des questions de sécurité.

La toute nouvelle chambre des rois et chefs traditionnels doit être impliquée par le ministère de la cohésion sociale et par l'Assemblée nationale, dans toutes les initiatives visant à promouvoir la cohésion sociale et le contrôle démocratique du secteur de la sécurité.

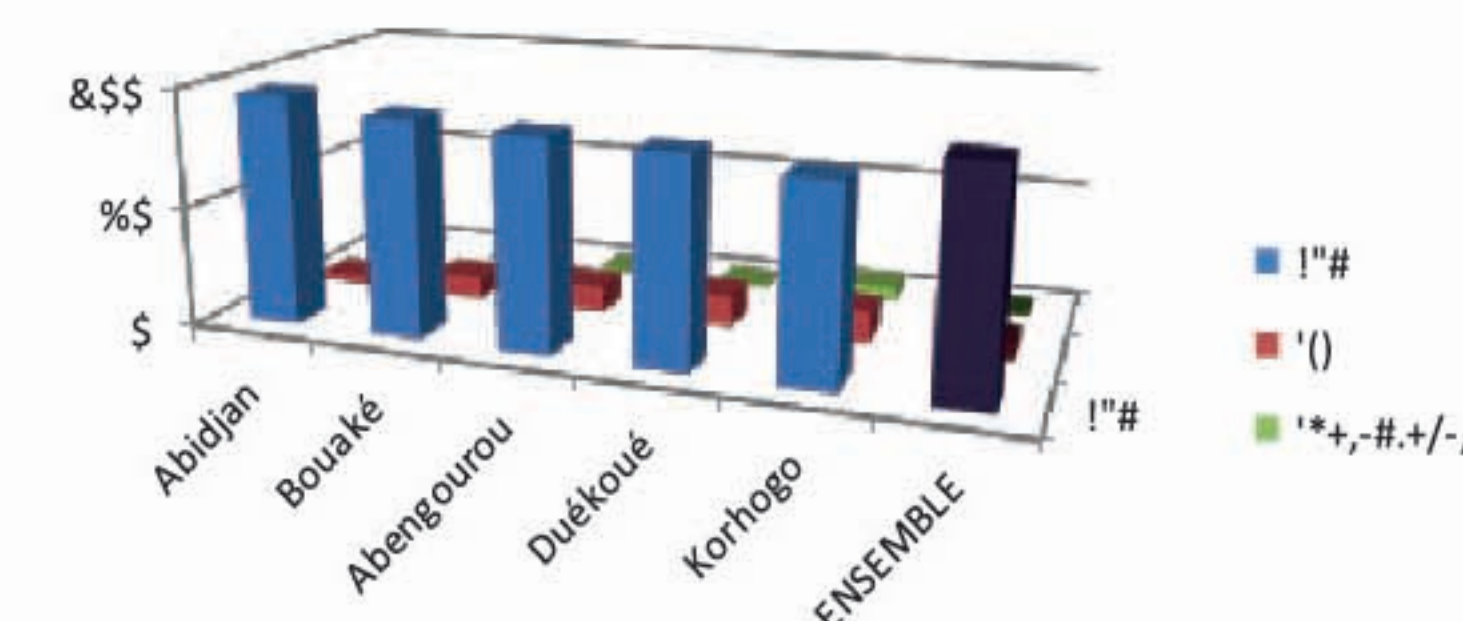
Une autre initiative concrète doit consister en la création par les conseils régionaux et les mairies, de plates-formes citoyennes dans les grandes villes du pays, afin de sensibiliser aux questions de civisme, de la non-violence, du respect des droits humains, et de la nécessaire collaboration entre les FDS et les populations.

Les organisations de la société civile doivent être impliquées par le CNS, dans la formulation des politiques publiques, en matière de gouvernance sécuritaire, afin de contribuer à une meilleure implication citoyenne dans la gestion de la sécurité.

Les ministères respectivement en charge de l'emploi, de la jeunesse, de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur doivent faire de l'employabilité, une question prioritaire afin de réduire le grand chômage en Côte d'Ivoire qui explique entre autres facteurs, la montée de l'insécurité et de la violence criminelle dans le pays.

A la question de savoir quelles sont les conditions et les facteurs sociaux qui peuvent faciliter l'adoption d'une approche inclusive de la sécurité, 88,1% des enquêtés ont plébiscité l'éducation et 11,9% ont évoqué le cousinage à plaisanterie.

Les populations ont-elles un rôle à jouer dans la prise en charge de leur sécurité?



Conditions et facteurs politiques facilitant et/ou contraignant l'adoption d'une approche inclusive de gestion du secteur de la sécurité.

